

**Israël - Territoires palestiniens -
Réunion d'urgence sur Gaza -
Intervention du coordinateur
politique de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(Paris, 30 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier le Koweït pour avoir demandé la tenue de cette réunion d'urgence et le sous-secrétaire général aux affaires politiques pour son exposé. Face au constat inquiétant qu'il a établi, je voudrais formuler trois remarques.

1. Tout d'abord, nous sommes très préoccupés par les développements de ce jour, qui aggravent une situation déjà très tendue dans la Bande de Gaza et sur son pourtour. La réponse qui a été apportée aux manifestations des dernières heures par les forces de sécurité israéliennes a fait plusieurs morts et des centaines de blessés par balle parmi les Palestiniens de Gaza. Un seuil a été franchi dans la violence.

2. Dans l'attente que toute la lumière soit faite sur ces événements, je tiens à rappeler deux exigences fondamentales : d'abord, le respect du droit international humanitaire, et en particulier l'impératif de protection des civils ; ensuite, le respect du droit des Palestiniens à manifester pacifiquement. C'est dans ce cadre que doivent s'inscrire les mesures prises par les autorités israéliennes pour préserver la sécurité d'Israël, qui est une préoccupation que nous partageons. Nous appelons Israël au discernement, à la retenue et à un usage proportionné de la force. Parallèlement, nous appelons les manifestants à s'abstenir de tout débordement.

3. Enfin, le risque d'escalade est réel. Nous avons prévenu lundi, lors du débat ouvert, de la possibilité d'un nouveau conflit à Gaza. Des manifestations régulières sont appelées à se poursuivre jusqu'au 15 mai. Or, les conditions d'une flambée de violence sont là. La population de Gaza vit dans une situation de crise humanitaire, qui devrait s'aggraver du fait des difficultés financières de l'UNRWA. Le processus de réconciliation inter-palestinien est au point mort depuis la tentative d'assassinat du Premier ministre palestinien le 13 février, que nous avons fermement condamnée. Dans le même temps, la situation de sécurité s'est dégradée avec des engins explosifs qui ont visé des militaires israéliens le long de la barrière de séparation au cours des dernières semaines et la découverte de tunnels offensifs destinés à la préparation d'attaques depuis la bande de Gaza. Nous condamnons ces manoeuvres.

Tous les indicateurs sont donc au rouge, et en l'absence de perspectives politiques permettant d'offrir un espoir aux populations, la situation est très inquiétante. Dans ce contexte, il est important que nous soutenions le retour de l'Autorité palestinienne à Gaza afin qu'elle puisse exercer pleinement ses prérogatives dans la Bande de Gaza, y compris dans le domaine de la

sécurité. Ce processus doit s'accompagner également d'une levée du blocus assorti de garanties de sécurité crédibles pour Israël.

Enfin, nous ne devons pas dissocier la situation à Gaza de la question palestinienne dans son ensemble. L'unité palestinienne est une pièce essentielle d'une paix juste et durable fondée sur la perspective des deux Etats. Il est dans ce contexte essentiel d'appeler à une reprise rapide de négociations sérieuses en vue de mettre en oeuvre la solution des deux Etats.

En conclusion, il nous paraît essentiel que le Conseil de sécurité reste activement saisi du sujet, et qu'il appelle, comme le demande le Koweït, à la cessation des violences, au respect du principe de protection des civils et à une réponse proportionnée en cas de menace grave. Je vous remercie./.